Les dirigeants juifs face à la mort

Dan Michman
Traduction Claire Drevon

Dans Revue d'Histoire de la Shoah 2006/2 N° 185 , pages 449 à 473
Éditions Mémorial de la Shoah

ISSN 2111-885X
ISBN 9782952440929
DOI 10.3917/rhsho.185.0449
Date de mise en ligne : 28/02/2017

Article disponible en ligne à l'adresse
https://shs.cairn.info/revue-d-histoire-de-la-shoah-2006-2-page-449?lang=fr

CAIRN.INFO

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.

Distribution électronique Cairn.info pour Mémorial de la Shoah.
Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.
Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

LES DIRIGEANTS JUIFS FACE À LA MORT

par Dan Michman[1]

Traduit de l'anglais par Claire Drevon

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

Quelques points de repère

« Tout débat sur la Résistance juive pendant la Shoah doit partir de l'idée fondamentale que le peuple juif n'a pas réussi à défendre ces vies [des six millions qui périrent]. » C'est ainsi que l'historienne Leni Yahil présenta sa conception du monde juif au début de son allocution à la première conférence internationale des intellectuels, organisée à Yad Vashem en 1968[2]. Leni Yahil, l'une des premières universitaires d'Israël à effectuer des recherches sur la Shoah et déjà célèbre à l'époque pour son étude pionnière sur le sauvetage des Juifs danois[3], allait le devenir encore davantage grâce à son histoire extrêmement détaillée de la Shoah[4]. Son point de vue exprimait l'opinion partagée à l'époque, et aussi plus tard, par de nombreuses personnes, juives ou non. Même si l'on peut, dans une certaine mesure, justifier cette approche, il faut reconnaître qu'elle se fonde sur une hypothèse quelque peu problématique concernant la cohésion et le mode d'organisation du « peuple juif ». Cette hypothèse sera analysée plus loin. Quoi qu'il en soit, si « le *peuple* juif n'a pas réussi à défendre la vie de ses membres », une question s'impose concernant les dirigeants juifs : comment ces dirigeants se sont-ils comportés face à la menace nazie, comment y ont-t-ils réagi et – plus précisément – en quoi ont-ils échoué ?

1. Professeur d'histoire juive à l'université de Bar-Ilan. Membre de l'Institut international de recherche sur la Shoah de Yad Vashem.

2. Leni Yahil, « Jewish Resistance – an Examination of Active and Passive Forms of Jewish Survival in the Holocaust Period », in *Jewish Resistance During the Holocaust* [éditeur non précisé], Yad Vashem, Jérusalem, 1971, p. 36.

3. Leni Yahil, *Hatzalat Hayehoudim Bedenya: Demokratiya She-ameda Bemivhan*, Magness, Jérusalem, 1967 ; version anglaise : *The Rescue of Danish Jewry: Test of Democracy,* Jewish Publication Society, Philadelphie, 1969.

4. *La Shoah : le sort des Juifs européens,* en hébreu, Tel Aviv, Shocken, 1987 ; en anglais, New York, Oxford University Press, 1991 ; en allemand, Munich, Luchterhand, 1998.

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

Il n'est donc pas surprenant qu'au cours des premières décennies qui suivirent l'année 1945, notamment en Israël, le débat public parmi les Juifs – aussi bien les rescapés que les autres – ainsi que la recherche historique sur les dirigeants juifs, furent d'emblée extrêmement critiques à leur égard. Les présidents (et, dans bien des cas, les membres également) des Conseils juifs *(Judenräte)* furent généralement considérés comme *les* dirigeants juifs responsables de la débâcle, et condamnés pour « collaboration ». C'était déjà le cas dans les années 1940, dès les premiers jours de la Shoah. Dans la période qui suivit, à plusieurs occasions – par exemple aux Pays-Bas, en Belgique, en Hongrie, etc. – des rescapés ou des communautés en Europe entamèrent des poursuites judiciaires contre ces personnes, que ce soit devant une cour de justice ou devant un « tribunal d'honneur » juif[5]. Par la suite également, des dirigeants des communautés juives du monde libre, en premier lieu les dirigeants de la communauté juive américaine et ceux du Yishouv sioniste en Palestine, furent accusés d'avoir contribué à la ruine du peuple juif et de n'avoir pas fait tout leur possible en faveur de leurs frères persécutés. Le débat public suscita une recherche universitaire et journalistique (et parfois même la mise en place de commissions d'enquête, comme la commission Goldberg au début des années 1980 dans la communauté juive américaine) qui, à son tour – par suite de l'afflux des publications –, alimenta à nouveau le débat public. Des évolutions similaires se produisirent dans presque toutes les communautés juives de l'époque hors d'Europe.

Il y eut donc cette approche populaire induite par les rescapés (aux Pays-Bas, par exemple, le Conseil juif d'Amsterdam appelé *Joodsche Raad*, fut surnommé « *joods verraad* » qui signifie « trahison juive »). Parallèlement, trois chercheurs, qui avaient publié leurs études dans les années 1950 et au début des années 1960, exercèrent un impact considérable sur tous les débats ultérieurs portant sur le leadership juif sous le régime nazi : Raul Hilberg, Hannah Arendt et Philip Friedman. Les ouvrages en anglais de Raul Hilberg et Hannah Arendt sont généralement cités dans toute publication sur les Conseils juifs. Dans son étude qui fait autorité, *The Destruction of the European Jews* (parue pour la première fois en 1961 et traduite en français en 1988), Hilberg considérait les Conseils juifs comme le seul et unique « leadership » des Juifs. D'un côté, ce leadership était nommé par les Allemands, de l'autre, il était – selon l'auteur – la continuation de celui qui existait avant l'époque nazie. Ce leadership, qui incarnait en fait – en condensé – les différents aspects de la

5. Voir par exemple, N.K.C.A. in 't Veld, *De Joodse Ereraad,* 's Gravenhage, SDU, 1989.

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

communauté juive, présentait deux « traits de caractère marquants » : « la tentative d'éviter toute friction et, en cas d'échec, la soumission automatique ». Ces traits de caractère étaient le résultat d'« une expérience de persécutions vieille de deux mille ans » auxquelles le peuple juif, en tant que groupe, avait survécu, même si nombre de personnes avaient alors péri. « Cette expérience, estimait Hilberg, était si enracinée dans la conscience juive qu'elle prit force de loi. […] Une leçon vieille de deux mille ans ne pouvait pas être désapprise ; les Juifs ne pouvaient pas opérer le revirement [vers la résistance] ». Voici le résumé qu'il présente : « Ce n'est qu'en 1941, 1942 et 1943 que les dirigeants juifs réalisèrent qu'à la différence des pogroms des siècles passés, la machine de destruction moderne allait engloutir les Juifs européens[6]. » Hannah Arendt fut même encore plus radicale dans son verdict : « Partout où il y avait des Juifs, il y eut des responsables juifs, reconnus comme tels, et ces responsables, à de très rares exceptions près, collaborèrent, d'une façon ou d'une autre, pour une raison ou une autre, avec les nazis. La vérité, c'est que, si le peuple juif avait vraiment été désorganisé et sans chef, le chaos aurait régné, et beaucoup de misère aussi, mais le nombre des victimes n'aurait pas atteint quatre et demi à six millions[7]. » Hilberg qui, par certains côtés, prit ses distances à l'égard des conclusions tranchées de Hannah Arendt (sur le plan moral), n'en continua pas moins à considérer que les Conseils juifs n'avaient été que les « jouets » des Allemands[8]. Bien qu'il vive aux États-Unis, Philip Friedman, l'un des plus grands spécialistes de la Shoah et pionnier dans son domaine, resta moins connu du cercle sans cesse plus large des chercheurs spécialistes de la Shoah parce qu'il s'attacha principalement à la « dimension juive » de cet événement. Il publia en hébreu plusieurs de ses études les plus importantes, visant ainsi les universitaires israéliens et le public de l'étranger lisant l'hébreu. En conséquence, ses conceptions ont exercé un impact plus considérable sur la recherche israélienne et juive (d'autant plus que, jusqu'en l'an 2000, Raul Hilberg et Hannah Arendt n'étaient pas traduits en hébreu). Dans une série d'articles consacrés aux personnalités des principaux « chefs de ghetto » dans les ghettos polonais – Mordechaï Haïm Rumkowski de Lodz, Moïse Merin de Sosnowiec et Yaacov Gens de Vilnius – articles publiés en 1953-54, il fit les observations suivantes : « La question des *Judenräte*… n'a pas encore été traité convenablement.

6. Raul Hilberg, *The Destruction of the European Jews,* Quadrangle Books, Chicago, 1961, pp. 662-666 ; en français, *La Destruction des Juifs d'Europe*, Fayard, 1988 ; voir également sa publication plus récente, *Perpetrators, Victims, Bystanders*, Harper Collins, New York, 1992, pp. 105-117, en français, *Exécuteurs, victimes, témoins*, Paris, Gallimard, 1994.

7. Hannah Arendt, *Eichmann in Jerusalem. A Report on the Banality of Evil*, Viking, New York, 1963, p. 125; en français, *Eichmann à Jérusalem*, Paris, Gallimard, Folio, 1991.

8. Raul Hilberg, « The Judenrat: Conscious or Unconscious "Tool" » in Israel Gutman, *Patterns of Jewish Leadership in Nazi Europe, 1933-1945*, Yad Vashem, Jérusalem, 1979, notamment p. 32.

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

Quelques auteurs les ont jugés avec sévérité, d'autres ont tenté de prendre leur défense. Toute la question des *Judenrat* mérite un traitement particulier et une analyse prudente. […] De nombreux écrivains et chroniqueurs des ghettos les ont considérés comme des "collaborateurs" des nazis, comme des ennemis de leur propre peuple. Cette réaction est compréhensible, notamment parmi les victimes de la Shoah. Historiquement et sociologiquement, on ne peut cependant se contenter d'une interprétation aussi simpliste et aussi superficielle. Ces dirigeants du ghetto n'étaient pas simplement des "méchants". Leur chute fut le résultat de conflits internes complexes, associés à une pression colossale exercée par l'ennemi allemand. […] Quelques dirigeants crurent avoir été choisis par Dieu pour jouer un rôle privilégié dans la délivrance de leur peuple. Et l'expression "faux messie" ne convient pas vraiment à ces Juifs qui surgirent dans les ghettos de la Pologne sous occupation nazie et se chargèrent de la tâche de sauver Israël. C'étaient de faux sauveurs, non de faux messies. […] Les faux sauveurs qui apparurent dans les ghettos polonais n'étaient pas issus de la tradition messianique d'Israël, mais provenaient de milieux étrangers et profanes. […] Consciemment ou non, les pseudo-sauveurs des ghettos subirent l'influence du grand engouement "messianique" des fascistes et aspirèrent à être les sauveurs de leur peuple par des moyens dépourvus d'esprit juif[9]. »

Certaines équations s'enracinèrent ainsi dans le discours populaire sur la Shoah : a) sous le régime nazi, dirigeants juifs = Conseils juifs = collaboration ; b) comportement des dirigeants juifs vis-à-vis du régime nazi = échec. Ce mode de pensée aboutit – et ce n'est guère surprenant – à faire du mot *Judenrat* dans le discours juif un synonyme de « trahison » (équivalent à « Quisling » ou à « collabo » dans le discours général).

Termes et définitions

Les images et approches mentionnées ci-dessus recèlent plusieurs hypothèses et axiomes nécessitant une explication ; en dépit de l'espace limité dont nous disposons ici, nous tenterons d'en aborder quelques-uns.

Le phénomène du leadership est un sujet extrêmement prisé dans toutes sortes de disciplines : psychologie (notamment la psychologie sociale), sociologie, sciences politiques et histoire. Bien que, dans ces disciplines, les chercheurs soient en désaccord sur la définition précise du mot « dirigeants », tous

9. Extraits des versions traduites de ces articles parus in Philippe Friedman, *Roads to Extinction. Essays on the Holocaust,* Philadelphie, Jewish Publication Society, 1980, pp. 333-334, 353.

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

admettent que, dans différentes formes de vie sociale, certaines personnes – grâce à leur position ou aux moyens auxquels ils recourent – en mobilisent d'autres et les font se comporter de telle ou telle manière. Les images populaires tendent à identifier le leadership principalement à une personnalité charismatique ; la recherche sociologique, cependant, a prouvé que les « caractéristiques » ou les « capacités » *propres* au leadership (héritées ou non) sont moins importantes qu'on ne le pense en général. En fait, toute vie sociale génère des situations dans lesquelles s'impose une fonction dirigeante, et cette fonction est confiée à des hommes soit par un choix organisé (élection), soit par d'autres procédés. Une situation de leadership comprend plusieurs éléments fondamentaux, à savoir : le dirigeant, ses partisans, la situation et la mission. Les fonctions de base du leadership sont : a) préserver l'existence du groupe (ou de la société) tout en renforçant solidarité et cohésion en son sein ; b) promouvoir ses objectifs et satisfaire ses besoins internes.

Compte tenu de ces caractéristiques générales, on doit se poser la question de savoir si, dans les années 1930 et 1940, le peuple juif constituait véritablement un groupe (ou une société) bien défini et soudé, doté d'un leadership faisant l'objet d'un consensus général. Il faut également se demander si le phénomène du *Judenrat* peut sérieusement être simplement inclus dans le concept de leadership décrit ci-dessus, et s'il n'y eut pas d'autres « dirigeants » dans la société juive.

Les concepts de « peuple juif » et de « leadership juif »

La recherche sur le nationalisme moderne, qui s'est développée ces vingt dernières années, a mis au point divers outils analytiques destinés à mieux faire comprendre les mouvements nationaux et les États-nations apparus, principalement en Europe, à partir de la fin du XVIII^e^ siècle. L'un des thèmes qui a préoccupé les chercheurs fut l'émergence chez les individus d'une conscience (ou d'un sentiment) d'appartenir à des groupes plus vastes, alors qu'en fait les véritables contacts quotidiens avec la plupart des autres membres de ce groupe étaient inexistants. Comment un citoyen du sud de la France peut-il ressentir de la « fraternité » et « s'identifier » à quelqu'un qui vit dans le nord du pays, qu'il ne connaît pas et ne rencontrera jamais ? Pour élucider cette question, Benedict Anderson a introduit le concept de « communautés imaginées », le distinguant des communautés dans lesquelles l'individu entretient des contacts directs avec ses semblables (lieu de travail, quartier, etc.). Selon Anderson et son école, à

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

l'époque moderne, un nouveau sentiment d'appartenance a succédé au sentiment communautaire local existant – se développant en partie dans le sillage de l'État moderne centralisé – et c'est sur cette base qu'émergea la nation moderne[10].

Il faut souligner qu'à l'encontre de l'interprétation de certains spécialistes du nationalisme moderne (comme Éric Hobsbawm), peu familiers de la pensée juive et de la langue hébraïque, et qui ne perçoivent le mouvement sioniste que comme un « nationalisme juif », la conscience nationale juive ou la conscience de constituer un peuple ne date pas de l'ère moderne. La conscience et le concept de peuple juif, fondés sur une certaine religion et définis par elle, prirent forme dès l'aube de l'histoire juive (bien avant l'ère chrétienne) et continua à se façonner au cours du Moyen Âge, alors que Juifs et communautés juives étaient dispersés dans les mondes chrétien et musulman. Ce fut précisément dans ce contexte de dispersion et de distances énormes entre les différentes communautés juives (lesquelles entretinrent cependant des contacts par l'intermédiaire des échanges rabbiniques, *Responsa* et autre littérature halakhique, par la nomination coutumière de rabbins originaires d'endroits éloignés, par les mariages entre personnes de communautés différentes ainsi que par le commerce) que l'approche mystique de l'appartenance à une entité abstraite d'« Israël » ou « Clal Israël » (littéralement « l'ensemble d'Israël ») devint une notion commune (voir notamment les écrits de Rabbi Judah Loew [le Maharal de Prague], au XVI^e^ siècle[11]). Ce concept de compréhension juive de soi fut donc, chez les Juifs, bien antérieur aux conceptions romantiques des nations qui se développèrent en Europe aux XVIII^e^ et XIX^e^ siècles. Cependant, les Juifs qui vivaient pour la plupart en Europe à l'époque moderne, (83 % en 1825, 88 % en 1880), subirent très fortement l'influence de l'évolution économique, sociale et politique du continent européen de l'époque. Le mouvement national juif – notamment la branche sioniste qui se développa dans la seconde moitié du XIX^e^ siècle – adopta des éléments issus aussi bien de la pensée nationale juive traditionnelle que du nationalisme européen moderne, mettant en relief les racines nationales du peuple juif, c'est-à-dire sa cohésion fondamentale en dépit de sa dispersion. Cette perception imprégna l'historiographie juive, ce qui aboutit, entre autres, à la rédaction de vastes histoires générales du peuple juif. Après la Shoah, lorsque le sionisme atteignit ses objectifs les plus marquants et devint – aux yeux de tous – *le* représentant le plus authentique des Juifs, l'idée que ces derniers constituaient par nature un « peuple » cohésif au sens simple du terme devint presque un axiome.

10. Benedict Anderson, *Imagined Communities*, Londres et New York, Verso, 1983 ; Anthony D. Smith, *The Nation in History*, Hanovre, University Press of New England, 2000, pp. 53-60.

11. Haim Hillel Ben-Sasson, *A History of the Jewish People,* Cambridge, Mass., Harvard UP, 1976, p. 709.

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

Or, à la veille de l'époque nazie, la réalité était différente. Il existait certes un sentiment de solidarité et de spécificité chez les Juifs, comme en témoignent aussi bien leurs actions et activités que les observations des non-Juifs. Mais ce qui, à cette époque, caractérisait le plus l'interaction des Juifs entre eux, c'était la division, la décomposition et l'incapacité à se mettre d'accord, même sur les aspects fondamentaux de l'identité (c'est-à-dire ce qu'est précisément la « judéité »). L'histoire juive des deux derniers siècles se caractérise par un processus de plus en plus accentué d'éliminer le sentiment d'appartenance à une collectivité juive soucieuse de maintenir l'unité de ses membres et partageant une même conception d'un avenir commun. Le processus de laïcisation détermina un grand nombre de Juifs à se débarrasser de leur foi religieuse et de ses conceptions ; quant au processus d'émancipation, il encouragea l'intégration dans la société environnante, conduisant nombre de Juifs à définir le judaïsme comme une simple religion (ce qui contredisait d'une certaine façon la laïcisation), à adopter la langue locale, à modifier la nature de la communauté en termes de religion, et dans bien des cas, à quitter toute organisation juive. Ce phénomène s'exprima en Europe occidentale par le remplacement de l'ancien terme « Juif » par le terme « plus élégant » d'« *Israelit* » (en allemand et en néerlandais, « Israélite » en français), qui semblait être exempt de toute connotation nationale « juive ». En conséquence, à la veille de la Shoah, les Juifs constituaient une grande variété de groupes géographiquement dispersés, disputant avec acharnement de la définition et de l'essence de l'entité et de l'identité juive, ainsi que du mode d'élaboration de leur avenir à titre individuel et collectif. En outre, certains groupes et individus juifs (pas tous, et semble-t-il, pas même la majorité) rejetèrent ouvertement tout effort visant à les inclure au sein « du peuple juif ». En tout cas, par suite de la décomposition du sentiment de « judéité type », aucune source d'autorité juive ne fut plus acceptée, autrement dit, c'était précisément ce « quelque chose » pouvant être qualifié de leadership juif qui fit défaut à la veille de la période nazie. On peut seulement parler de (plusieurs) leaderships juifs, dirigeant différents groupes religieux, sociaux ou politiques, dans bien des cas opposés les uns aux autres. Cette réalité juive allait s'avérer des plus dommageables sous le régime nazi, précisément parce que les nazis, conformément à leur idéologique antisémite moderne, estimaient que « les Juifs » représentaient un pouvoir unifié bien organisé et menaçant (un « État dans l'État »), dirigé par un sinistre leadership parfaitement organisé (les Sages de Sion ou « rabbins », ou autres obscurs dirigeants[12]).

12. Sur tous ces aspects, voir Dan Michman, *Holocaust Historiography: A Jewish Perspective*, Vallentine Mitchell, Londres, 2003, pp. 61-66, 252-253; paru en français sous le titre : *Pour une historiographie de la Shoah* : *conceptualisations, terminologie, définitions et problèmes fondamentaux*, traduit de l'hébreu par Nelly Hansson, Paris, Éditions In Press, 2004. Les renvois faits à cet ouvrage se refèrent à l'édition en langue anglaise.

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

Controverses universitaires sur les Conseils juifs : « dirigeants » et « direction »

L'identification et l'équation communément acceptées entre leadership juif pendant la Shoah et les Conseils juifs constituent un autre problème méthodologique. Une telle identification ne se trouve pas seulement dans les écrits de Raul Hilberg et Hannah Arendt, mais également dans la majeure partie des travaux sur la vie juive pendant la Shoah, notamment sur les Conseils juifs. Considérons par exemple l'ouvrage *Judenrat*[13] de l'historien juif américain Isaiah Trunk, l'étude la plus complète du phénomène du *Judenrat* écrite à ce jour (bien que se limitant à l'Europe orientale), ainsi que l'écrasante majorité des contributions tant au colloque de 1967, consacré aux instances dirigeantes juives[14], qu'à la conférence de Yad Vashem sur le leadership juif, organisée en 1977[15]. On peut supposer que c'est précisément parce qu'il existait un consensus sur le *statut* de leadership des Conseils que d'âpres controverses sur leur *comportement* accompagnèrent la recherche sur ce sujet au cours des soixante dernières années : comme on attendait un certain comportement de la part des « dirigeants », la politique des Conseils fut jaugée à l'aune de cette attente (voir, par exemple, l'évidente déception sous-jacente au verdict de Hannah Arendt cité ci-dessus).

On peut distinguer deux écoles principales dans les travaux de recherche sur les Conseils juifs : l'école de Hilberg et celle de Trunk-Weiss. La première adopte la description de Raul Hilberg sur la Shoah, « machine de destruction » dans laquelle les Conseils sont présentés comme des rouages nécessaires, des instruments aux ordres du système administratif nazi. L'autre, qui porte le nom de Trunk et de l'historien israélien Aharon Weiss, met en relief le rôle positif que jouèrent ces Conseils dans la société juive en tentant de préserver son existence en dépit des persécutions. Fondamentalement, les deux écoles rappellent toutes deux que les Conseils étaient nommés par les Allemands et reconnaissent qu'ils apportèrent aussi leur aide à la communauté juive. Elles sont en désaccord, cependant, sur l'importance des fonctions (services rendus aux Allemands ou soutien apporté à la vie juive) et donc sur une évaluation positive ou négative des membres des Conseils. Les chercheurs appartenant à l'une ou l'autre de ces écoles divergent aussi très nettement quant à l'origine de leurs sources : alors qu'en général l'école de Hilberg recourt principalement à la documentation allemande, se plaçant ainsi du point de vue des autorités, les

13. Isaiah Trunk, *Judenrat. The Jewish Councils in Eastern Europe Under Nazi Occupation*, New York et Londres, Macmillan, 1972.

14. *Imposed Jewish Governing Bodies Under Nazi Rule*, Colloque YIVO, New York, YIVO, 1972.

15. Israel Gutman, *Patterns of Jewish Leadership During the Holocaust*, Jérusalem, Yad Vashem, 1980.

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

chercheurs de l'école Trunk-Weiss se fondent en général sur toutes sortes de sources juives (en yiddish ou autres langues locales), notamment les mémoires et les questionnaires postérieurs à la Shoah[16].

On l'a vu, en dépit des différences et des polémiques, les deux écoles partagent le même avis à propos du statut de « leadership » des Conseils. Cette interprétation doit cependant être remise en cause lorsqu'on prend en considération les conclusions d'une recherche structurelle générale. Certains sociologues ont établi une distinction entre dirigeants et « direction ». C. E. Gibb souligne que :

> « 1) La direction est maintenue par un système organisé, et non par une acceptation spontanée du dirigeant en reconnaissance de sa contribution à l'avancement du groupe ;
> « 2) L'objectif du groupe n'est pas […] déterminé de l'intérieur par le groupe lui-même ;
> « 3) dans la notion de direction, l'idée de sentiment partagé ou d'action conjointe en vue d'atteindre un objectif donné existe peu ou pas du tout ; […]
> « 5) plus fondamentalement, les deux formes d'influence [dirigeants et direction] diffèrent en ce qui concerne les sources de l'autorité exercée. L'autorité du dirigeant lui est spontanément accordée par les membres de son groupe. L'autorité de la direction dérive d'un pouvoir extérieur au groupe, pouvoir qu'elle exerce sur les membres du groupe qu'on ne peut sérieusement qualifier d'adeptes. Ils acceptent en fait sa domination sous peine de sanction[17]. » Étant nommés par une autorité extérieure, les Conseils juifs peuvent, de toute évidence, être définis comme des « directions », ce qui, bien sûr, n'exclue pas qu'ils aient pu aussi – et ce fut le cas – remplir des fonctions de dirigeants ; ce ne pouvait cependant être leur principal engagement.

Les deux écoles susmentionnées ont en commun une autre hypothèse non formulée, à savoir qu'il existait une politique allemande anti-juive coordonnée, linéaire (délibérée ou s'intensifiant) à l'égard des Juifs, dont les Conseils juifs étaient un corollaire essentiel. En conséquence, lorsqu'on parle du fait même de leur création et de ceux qui en furent à l'origine, l'expression générale « les Allemands » est presque toujours employée. Avec le recul, on sait que la politique nazie antijuive conduisit à la « Solution finale » ; il en résulte que les Conseils juifs sont généralement jugés selon cette approche (voir notamment Hannah Arendt, mais également la plupart des études sur les Conseils juifs locaux). On suppose ainsi qu'ils jouèrent un rôle dans le processus de ghettoïsation et d'isolement qui précéda la mise en œuvre de la « Solution finale » et donc qu'ils existaient « partout ».

16. Pour une vue d'ensemble des polémiques historiographiques, voir A. Weiss, « The Historiographical Controversy Concerning the Character and Functions of the Judenrats », in Yisrael Gutman et Gideon Greif, *The Historiography of the Holocaust Period*, Jérusalem, Yad Vashem, 1988, pp. 679-696.

17. « Leadership », in G. Lindzey et E. Aronson (dir.), *The Handbook of Social Psychology* (deuxième édition, volume 4 (« Group psychology and phenomena of interaction »), Addison-Wesley Publishing, Reading (Mass.), 1969, pp. 212-213.

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

Raul Hilberg, Hannah Arendt, Philippe Friedman, Isaiah Trunk et d'autres, dont les conceptions ont façonné la recherche sur les Conseils juifs, entreprirent et rédigèrent leurs travaux au cours des stades premiers de la recherche sur la Shoah, c'est-à-dire jusqu'à la fin des années 1960. Leurs points de vue partaient d'hypothèses concernant le fonctionnement de Hitler et du III[e] Reich, ainsi que le chemin linéaire du développement de la politique antijuive, répandues à cette époque. Ces hypothèses ont cependant été remises en cause, tout d'abord par les « fonctionnalistes » et, depuis les années 1990, par les « intégrationnistes » (si l'on peut les appeler ainsi), c'est-à-dire une jeune génération d'intellectuels qui reprochent aux fonctionnalistes d'avoir été trop loin, mais qui ne retournent pas à un « intentionnalisme » périmé. Les changements les plus importants intervenus dans la recherche sur ces questions contextuelles doivent être pris en considération, à savoir :

> 1) que « la route menant à Auschwitz » – selon la formulation de Karl Schleunes[18] – était « tortueuse », c'est-à-dire qu'il y eut des hauts et des bas, des tâtonnements et des échecs, et non une escalade constante, linéaire ;
> 2) que la politique antijuive, tout en étant insérée dans une structure et une direction générales mises en place par Hitler et la Weltanschauung nazie, fut élaborée au cours de luttes constantes entre différents centres de pouvoir au sein du III[e] Reich, qui « œuvraient pour le Führer[19] ».

S'il en est ainsi, certaines questions concernant le phénomène du Conseil juif, qui n'ont pas été posées sérieusement depuis le début des années 1970, doivent être soulevées :

> 1) Qui en conçut l'idée ? « Les Allemands » (ou « les autorités allemandes ») en général, ou telle instance ou telle(s) personne(s) dans la bureaucratie ?
> 2) Pourquoi cette idée émergea-t-elle ? Dans le cadre de la « Solution finale », ou pour une autre raison ?
> 3) Quand et comment l'idée émergea-t-elle ? Au cours des premières semaines de l'occupation de la Pologne (avec le *Schnellbrief* de Heydrich du 21 septembre 1939[20]), comme il est constamment répété dans les travaux de recherche, ou autrement et à un autre moment ?
> 4) S'agissait-il vraiment d'une politique appliquée « partout » ?
> 5) N'y avait-il pas d'autres « dirigeants » dans le monde juif ?

18. Karl A. Schleunes, *The Twisted Road to Auschwitz. Nazi Policy Toward German Jews, 1933-1939*, Chicago et Urbana, University of Illinois Press, 1970.

19. Sur cette interprétation de l'évolution des politiques nazies, voir Ian Kershaw, *Hitler. 1889-1936: Hubris*, New York et Londres, W.W. Norton & Co., 1998, pp. 527-591, paru en français sous le titre : *Hitler*, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, vol. 1 (« Hubris »), Paris, Flammarion, 1999.

20. Yitzhak Arad, Yisrael Gutman et Abraham Margaliot, *Documents on the Holocaust,* Jérusalem, Yad Vashem, 1981, pp. 173-178.

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

Nouvelles perspectives sur l'émergence et la nature des dirigeants juifs

Ainsi, un examen plus précis de la documentation à l'échelle européenne montre que l'idée d'instituer des « dirigeants » juifs n'était pas un impératif de la politique antijuive, et émergea dans des circonstances bien définies. Au début du mois d'avril 1933, une commission interministérielle suggéra d'introduire dans la loi la ségrégation des Juifs tout en les autorisant à demeurer en Allemagne au sein d'une organisation juive, le *Verband der Juden in Deutschland*, dirigée par un conseil élu appelé *Judenrat*. Cette idée d'une organisation juive imposée *(Zwangsorganisation)* se heurta à diverses oppositions et disparut pour un temps. Mais, en 1937, elle refit surface dans les milieux de la Section juive du Service de la sûreté de la SS (SD II 112), dans laquelle Adolf Eichmann était employé. L'idée fit ensuite partie d'un projet plus vaste visant à hâter la mise en œuvre de la politique antijuive, principalement l'émigration. Les experts de la Section juive du SD estimaient que la politique antijuive précédente – menée sur les plans juridique, économique et autres – n'avait pas été suffisamment efficace parce qu'elle visait les Juifs en tant qu'individus. Ils exprimèrent leur mépris pour les autres autorités du Reich qui avaient jusqu'alors dirigé la politique, convaincus que le meilleur moyen d'exercer une pression sur les Juifs et d'induire de leur part un comportement conforme aux intérêts du régime, consistait à les traiter comme une collectivité. Ils estimaient également que les personnes les plus aptes à s'occuper des Juifs étaient les experts du SD et de la Gestapo. D'où l'idée de cantonner tous les Juifs dans une organisation unique dirigée par des chefs autoritaires : un « Bureau central » contrôlé par le SD aurait autorité sur cette organisation et ses dirigeants.

En fait, les premières mesures destinées à concrétiser cette idée furent adoptées en Allemagne en 1937 et au début de 1938. Mais l'annexion de l'Autriche en mars 1938 constitua une occasion en or de les appliquer pour la première fois. Envoyé à Vienne, Eichmann réorganisa la communauté juive et fut ensuite autorisé à établir l'instance de contrôle souhaitée : le « Bureau central de l'émigration juive ». Devant le succès remporté par cette structure (qui réussit en six mois à déclencher l'émigration de près de cinquante mille Juifs), il fut suggéré (lors de la célèbre réunion des principaux responsables du Reich, organisée dans le bureau de Göring, le 12 novembre 1938[21]) de créer une instance similaire également dans « l'Ancien Reich ». La structure du pouvoir y étant différente, cette organisation revêtit une autre forme : celle d'une organisation à l'échelle du pays,

21. Arad, Gutman, Margaliot, *Documents*, *op. cit.*, pp. 108-115.

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

appelée *Reichsvereinigung der Juden in Deutschland* (« Union du Reich des Juifs d'Allemagne ») qui commença à fonctionner en février 1939 avant d'être légalisée le 4 juillet 1939. Parallèlement à ce qui se passait en Allemagne proprement dite, le modèle de Vienne fut appliqué aussi bien dans la ville libre de Dantzig, sous contrôle nazi, qu'à Prague, capitale du protectorat de Bohême-Moravie (territoires tchèques) récemment annexé. Ainsi, à la veille de la Seconde Guerre mondiale, deux modèles de dirigeants s'étaient constitués : l'un local (comme à Vienne, Prague et Dantzig), l'autre à l'échelle nationale, comme en Allemagne proprement dite. Ce furent toujours les spécialistes de la « question juive » dans l'appareil de la Sûreté qui poussèrent à la création de cette direction, mais leur préférence allait au premier modèle, local et non stipulé par la loi, ce qui laissait une marge de manœuvre plus grande à l'autorité de tutelle.

Dès les premiers jours de l'invasion de la Pologne, plus de deux semaines avant le *Schnellbrief*, les Conseils juifs étaient déjà en place sur ordre des représentants des *Einsatzgruppen*, mais ce n'était pas une contrainte écrite et il n'existait pas de procédure bien définie. Le *Schnellbrief* de Heydrich normalisa la création de Conseils dans les territoires occupés et, en deux mois, plus de la moitié de la population juive vivait dans un système de *Judenrat*. Cependant, fin octobre, avec le partage de la Pologne occupée par les Allemands en une zone annexée et un Gouvernement général, ce processus fut ralenti. Dans sa juridiction, le gouverneur général Hans Frank tenta de reprendre aux SS l'autorité sur les Juifs en ordonnant lui-même la création de *Judenräte* (28 novembre 1939[22]). Cet ordre n'eut cependant qu'un effet limité, et un nombre relativement restreint de Conseils furent créés après novembre 1939, laissant également sans Conseil établi un certain nombre de petites communautés juives de la campagne. Par ailleurs, pendant une longue période, les conflits entre les autorités allemandes à propos du contrôle et de l'exploitation des Conseils juifs, notamment dans les grandes villes, se déchaînèrent dans tout le Gouvernement général. À cet égard, il faut aussi souligner que la création de Conseils juifs intervint bien avant l'émergence des ghettos et n'y fut pas liée. Par ailleurs, des Conseils furent aussi introduits dans les camps de travail forcé créés pour les Juifs dans la région de Lublin en 1940. Les deux lignes de politique antijuive – ghettoïsation et Conseils – étaient en partie mêlées, puisqu'il n'existait pas de ghetto sans Conseil juif (mais il existait des Conseils

22. *Idem*, *op. cit.*, pp. 191-192.

23. Sur les politiques de ghettoïsation en Pologne, voir Christopher R. Browning, *The Path to Genocide. Essays on Launching the Final Solution*, New York, Cambridge UP, 1992, pp. 28-56. Sur les Conseils juifs dans la vie du ghetto, voir Gustavo Corni, *Hitler's Ghettos. Voices from a Beleaguered Society, 1939-1944,* Londres, Arnold, 2002.

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

sans ghettos !) ; elles étaient cependant d'origine totalement différentes[23].

Pendant la guerre, avec l'expansion de l'Allemagne nazie, le système de directions fut appliqué en plusieurs endroits dans les territoires occupés (y compris les premières mesures mises en œuvre en Tunisie), et il se répandit dans les pays satellites comme la Slovaquie, la Roumanie, la France de Vichy et l'Algérie. Mais il ne devint jamais total, et de nombreux endroits ne le connurent pas (par exemple, la Croatie, l'Italie, le Danemark, certaines localités de Pologne et d'Union soviétique). Par ailleurs, dans certains endroits – comme Vilna et Riga, par exemple –, il y eut deux ghettos séparés et deux Conseils juifs. En outre, en dépit du fait que les représentants des forces de sécurité étaient toujours à l'origine de la nomination de dirigeants, on peut établir une nette séparation et une distribution des deux grands modèles : un modèle *local*, généralement appelé *Judenrat*, toujours créé par un ordre oral ou une lettre adressée à telle ou telle personnalité, schéma préféré des autorités de sécurité ; et le modèle *à l'échelle nationale*, appelé Union (*Vereinigung*), toujours issu d'une procédure juridique officielle et constituant un compromis obtenu entre les autorités de sécurité, d'autres représentants du Reich, ainsi que les forces locales sur le terrain. Entre les deux modèles, il existait un écart considérable dans l'efficacité du fonctionnement (aux yeux des nazis), le *Judenrat* étant plus « utile » parce que plus dépendant. Les dirigeants étaient en général utilisés d'une façon ou d'une autre en vue de mettre en œuvre la « Solution finale », mais ils ne furent jamais planifiés dans ce cadre et, dans bien des cas, en particulier en Union soviétique où se déroulèrent les premières étapes de la « Solution finale », le meurtre et les déportations furent réalisés avant la création des Conseils et sans qu'on ait ressenti le besoin de celle-ci[24].

Recherche sur le fonctionnement des directions

Fait étonnant dans l'historiographie du phénomène des directions (ou *Judenrat*), aucune étude exhaustive n'a été réalisée jusqu'à présent. La plus « exhaustive », citée par tous les chercheurs, est l'étude de Trunk que nous avons

24. Pour plus de détails sur cette réévaluation des questions fondamentales concernant les Conseils juifs, voir Michman, *Holocaust Historiography*, *op. cit.*, pp. 159-175 ; Dan Michman, « Judenrat », in W. Laqueur, *The Holocaust Encyclopedia*, New Haven et Londres, Yale UP, 2001, pp. 370-377 ; Dan Michman, « The Uniqueness of the Joodsche Raad in the Western European Context », in Jozeph Michman, *Dutch Jewish History* 3, Assen et Maastricht, Institut de Recherche sur les Juifs néerlandais et Van Gorcum, 1993, pp. 371-380 ; Dan Michman, « Re-evaluating the Emergence, Function and form of the Jewish Councils Phenomenon », in Ghetto Symposium, communications, musée du Mémorial de la Shoah aux États-Unis, Washington (D.C.), 2003/2005.

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

mentionnée plus haut, qui ne traite en fait que des ghettos d'Europe orientale (en privilégiant la Pologne). Effectivement, toutes les recherches ont porté sur l'étude des dirigeants dans leur contexte local. Extrêmement nombreux, les travaux dans ce domaine remplissent des bibliothèques entières ; il serait impossible de les évoquer tous. Quelques observations générales peuvent cependant être présentées.

Premièrement, pour plusieurs raisons, la recherche sur les dirigeants en Europe et en Afrique du Nord ne s'est pas déroulée au même rythme. En ce qui concerne la Pologne et la Lituanie, la recherche et les écrits sur les principaux ghettos commença très tôt, dès la seconde moitié des années 1940 ; elle émanait d'historiens rescapés, pour la plupart d'origine juive polonaise. Grâce à l'accent mis sur le sort des Juifs polonais (la plupart des historiens juifs de la Shoah de la première génération étaient des rescapés qui connaissaient la tradition historique juive développée en Pologne dans l'entre-deux-guerres), nous connaissons assez bien le fonctionnement des Conseils juifs dans les principaux ghettos, ceux-ci faisant en général partie intégrante de la vie courante dans le ghetto[25]. Les archives de quelques Conseils juifs ont survécu et ont été retrouvées, ce qui a permis la publication des procès-verbaux et d'autres documents importants ; Yad Vashem a ainsi publié les procès-verbaux des Conseils de Lublin et Bialystok[26], ainsi que l'intégralité de la *Chronique du ghetto* de Lodz, traduite en hébreu (Lucian Dobroszycki en a édité des extraits en anglais[27]). Dina Porat et Martin Gilbert ont publié le journal d'Avraham Tory, secrétaire du ghetto de Kovno[28]. Le *Journal* d'Adam Czerniakow, président du

25. Israel Gutman, *The Jews of Warsaw, 1939-1943: Ghetto, Underground, Revolt,* Bloomington, Indiana UP, 1983 ; Yitzhak Arad, *Ghetto in Flames: The Struggle and Destruction of the Jews in Vilna in the Holocaust*, Jérusalem, 1980 ; Sara Bender, *Moul Mavet Orev. Yehoudei Bialystok Bemilhemet Ha'olam Hashniya, 1939-1943* (« Les Juifs de Bialystok pendant la Seconde Guerre mondiale ») (en hébreu), Tel Aviv, Am Oved, 1997 ; sur Bialystok, Yael Peled, *Krakov Hayehoudit 1939-1943: Amida, Mahteret, Ma'avak* (en hébreu), Tel Aviv, Ghetto Fighters' House, 1993 ; sur Cracovie, D. Silberklang, *Yehoudei Lublin, 1939-1943* (en hébreu), thèse de doctorat, Université hébraïque, Jérusalem, 2003 ; sur Lublin, Tikva Fatal-Kna'ani, *Zo Lo Ota Grodna. Kehillat Grodna Ousvivata Bamilhama Ouvashoa, 1939-1943* (en hébreu), Jérusalem, Yad Vashem, 2001 ; sur Grodno, Eliyahu Yones, *Ashan Baholot. Yehoudei Lvov Bamilhama, 1939-1944* (en hébreu), Jérusalem, Yad Vashem, 2001… pour ne citer que quelques-unes des meilleures monographies (pour la plupart rédigées en hébreu dans le cadre de thèses de doctorat).

26. Nachman Blumental, *Darko shel Judenrat. Teoudot Mighetto Bialystok* (en hébreu), Jérusalem, Yad Vashem, 1962 ; Nachman Blumental, *Teoudot Mighetto Lublin. Judenrat Lelo Derekh* (en hébreu), Jérusalem, Yad Vashem, 1967.

27. Arié Ben-Menachem et Joseph Rab (traduction et annotation), *Kronika shel Getto Lodz* (en hébreu), vol. 1-4, Jérusalem, Yad Vashem, 1986-1989, introductions de Lucjan Dobroszycki et Israel Gutman ; Lucjan Dobroszycki, *The Chronicle of the Lodz Ghetto 1941-1944,* New Haven et Londres, Yale UP, 1984.

28. Avraham Tory, *Surviving the Holocaust. The Kovno Ghetto Diary,* Cambridge (Mass.) et Londres, Harvard UP, 1990.

29. Adam Czerniakow, *The Warsaw Diary of Adam Czerniakow. Prelude to Doom,* New York, 1979 ; paru en français sous le titre Carnets du ghetto de Varsovie, 6 septembre 1939-23 juillet 1942, traduit du polonais par Jacques Burko, Maria Elster et Jean-Charles Szurek, préface de Raul Hilberg et Stanislaw Staron ; postface de Jean-Charles Szurek, Paris, La Découverte, 1996 (réédité en 2003).

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

Judenrat de Varsovie, revêt bien sûr une importance majeure[29]. D'autres sources éclairent l'attitude des habitants du ghetto à l'égard des Conseils. Cependant, pour un grand nombre de Conseils dans de petites localités – villages, bourgades, etc. –, la recherche est à la traîne et, dans bien des cas, négligeable. On ne trouve sur eux qu'une documentation éparse dans les *Yizkor Bicher* (les livres de commémoration écrits en souvenir des communautés juives disparues), dans les importantes séries de *Pinkas Hakehillot* publiées par Yad Vashem[30], et dans les mémoires rédigées par des individus. Cependant, l'information fournie par ces publications est souvent peu précise et doit être soigneusement vérifiée. Trunk, qui s'appuie en grande partie sur cette documentation, a été âprement critiqué par l'historien israélien Mendel Piekarcz[31].

Quant aux Conseils juifs dans l'ex-Union soviétique – à l'exception de la Pologne orientale et des États baltes pour lesquels on trouve, en Israël et en Occident, une documentation et des témoignages fiables –, la recherche a été bloquée pendant cinquante ans par la politique soviétique. Dans les années 1980, les travaux sur la vie juive dans ces régions furent comparés par le chercheur israélien Shalom Cholavsky à des recherches en archéologie. Or, depuis l'effondrement du communisme, qui a permis l'accès à la documentation et a ouvert la voie à de jeunes chercheurs, plusieurs études partielles ont vu le jour, mais en russe. Dans les pays les plus occidentaux de l'ancien bloc de l'Est – Hongrie, Slovaquie et même Roumanie –, la recherche sur ces questions existait à un certain niveau durant la période communiste[32], et a évolué à un rythme plus rapide que dans la Communauté des États indépendants (Russie, Ukraine, Biélorussie, Moldavie) depuis la chute du communisme.

Mais, même en Europe occidentale, la recherche ne s'est pas développée de façon identique dans tous les pays. Alors qu'aux Pays-Bas, on commença à publier les études sur le comportement du Conseil juif d'Amsterdam *(Joodsche Raad)* dans les années 1940 et que Louis de Jong y consacra une grande partie

30. Depuis le début des années 1970, plus de vingt volumes de cette « encyclopédie des communautés juives depuis leur création jusqu'après la Shoah » ont été publiés et cette entreprise n'est pas terminée ; dernièrement, une version abrégée a vu le jour en anglais, *Encyclopedia of Jewish Life*, New York et Jérusalem, 2002.

31. Mendel Piekarcz, « Judenrat: Mehkar Mouzar » (« *Judenrat* : une étrange étude »), *Molad,* 41 : 251, 1982, pp. 249-265.

32. Voir les nombreuses études de Randolph Braham sur la Hongrie, y compris dans ce numéro, ainsi que plusieurs textes de Ladislaw Lipscher et Miroslav Karny sur la Tchécoslovaquie.

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

des vingt-cinq volumes de sa vaste histoire des Pays-Bas pendant la Seconde Guerre mondiale[33], en Belgique, la première étude universitaire sur l'Association des Juifs en Belgique n'apparut que dans les années 1980, réalisée par Maxime Steinberg dans le cadre de son histoire de la Shoah dans ce pays[34]. En Allemagne et en France, certains aspects du *Reichsvereinigung* et de l'Union générale des Israélites de France (UGIF) furent traités depuis les années 1950 jusqu'aux années 1970, mais les études plus générales ne furent publiées que dans les années 1980 et 1990[35]. En ce qui concerne Vienne, Herbert Rosenkranz a effectivement publié en 1970 une étude très documentée sur la communauté de cette ville et sur le Conseil des Anciens, mais ce n'est qu'en l'an 2000 qu'une étude analytique complète et bien construite a vu le jour[36].

Deuxièmement, les études sur les Conseils juifs et les Associations juives – portant aussi bien sur leur fonctionnement général que sur la personnalité de leurs présidents – au nombre de plusieurs centaines, ont continuellement montré à quel point le fonctionnement de chaque Conseil était complexe et dépendant de la situation locale (Allemands, « spectateurs » et Juifs), autrement dit, à quel point il faut être prudent avant de procéder à des généralisations. Peu d'études comparatives ont été réalisées, mais le peu qui existe, principalement l'œuvre de Aharon Weiss[37], montrent que de nombreux Conseils ne furent pas

33. Louis de Jong, *Het Koninkrijk der Nederlanden in de Tweede Wereldoorlog*, vol. 1-25, 's Gravenhage, Staatsuitgeverij, 1969-1992. Voir également Jacques Presser, *Ashes in the Wind*, Détroit, Wayne State University Press, 1990 (deuxième édition), et Willy Lindwer (en collaboration avec Johannes Houwink ten Cate), *Het fatale dilemma. De Joodsche Raad voor Amsterdam, 1941-1943*, 's Gravenahge, SDU, 1995.

34. Maxime Steinberg, *L'Étoile et le Fusil*, vol. 1-3, Bruxelles, Vie ouvrière, 1983-1986.

35. Pour l'Allemagne, voir les études suivantes : Esriel Hildesheimer, *Jüdische Selbstverwaltung unter dem NS-Regime,* Tübingen, J.C.B. Mohr [Paul Siebeck], 1994 ; Otto Dov Kulka, *Deutsches Judentum unter dem Nationalsozialismus*, vol. 1, Tübingen, Mohr Siebeck, 1997, et, du même autre « The *Reichsvereinigung* and the Fate of the German Jews, 1938/9-1943. Continuity or Discontinuity in German-Jewish History in the Third Reich », in Arnold Paucker, *Die Juden im Nationalsozialistischen Deutschland 1933-1943,* J.C.B. Mohr [Paul Siebeck], Tübingen, 1986 ; Günther Plum, « Deutsche Juden oder Juden in Deutschland ? », in Wolfgang Benz, *Die Juden in Deutschland, 1933-1945,* Münich, C.H. Beck, 1988, pp. 35-74 ; Awraham Margaliot et Yehoyakim Cochavi, *Toledot Hashoa: Germania*, vol. 1, Jérusalem, Yad Vashem, 1998, pp. 69-400 ; Beate Meyer, « Das unausweichliche Dilemma: Die Reichsvereinigung der Juden in Deutschland, die Deportationen und die untergetauchten Juden », in Beate Kosmala et Claudia Schoppmann, (à paraître). Pour la France : Jacques Adler, *The Jews of Paris and the Final Solution. Communal Response and Internal Conflicts, 1940-1944*, Oxford UP, New York, 1989 (paru en français sous le titre : *Face à la persécution : les organisations juives à Paris de 1940 à 1944*, Paris, Calmann-Lévy 1985) ; Richard I. Cohen, *The Burden of Conscience. French Jewry's Response to the Holocaust*, Bloomington et Indianapolis, Indiana UP, 1987 ; Asher Cohen, *Persécutions et sauvetages. Juifs et Français sous l'Occupation et sous Vichy*, Paris, éditions du Cerf, 1993.

36. Herbert Rosenkranz, *Verfolgung und Selbstbehauptung*, Vienne, 1978 ; Doron Rabinovici, *Instanzen der Ohnmacht. Wien 1938-1945: der Weg zum Judenrat*, Francfort-sur-le-Main, Jüdischer Verlag, 2000.

37. Par exemple, Aharon Weiss, « Ledarkam shel hayoudenratim bidrom-mizrah Polin » (« La politique des *Judenräte* dans le sud-est de la Pologne »), *Yalkout Moreshet* n° 15, novembre 1972, pp. 59-122 (en hébreu).

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

perçus par les Juifs de l'époque, et même plus tard, aussi mal que le laisse penser une rétrospection postérieure à 1945[38]. Il est devenu évident également que, dans bien des cas, les autorités allemandes modifièrent la composition des Conseils juifs (parfois à plusieurs reprises), lorsque ces Conseils n'étaient pas suffisamment « coopératifs » à leurs yeux, notamment au cours de la « Solution finale » qui se déroula progressivement pendant les six derniers mois de l'année 1941 et se s'intensifia en Europe en 1942[39]. Par ailleurs, des études détaillées sur tous les dirigeants ont montré, qu'à l'exception des tâches réalisées sur ordre des autorités allemandes – les tâches de « la direction » –, les Conseils et Unions prirent toujours l'initiative d'autres activités et travaillèrent au profit de la population juive : assistance sociale, soins médicaux, éducation, offices religieux, activités littéraires, etc., se chargeant ainsi de fonctions de dirigeants. Les nombreuses tâches et fonctions assumées par les Conseils, oscillant entre l'obéissance aux ordres allemands, la satisfaction des besoins des Juifs et la nécessité de fonctionner, dans bien des cas, aussi comme des municipalités (maintien de l'ordre, situation sanitaire, etc.), se reflétaient dans leur structure administrative[40]. En conséquence, ces instances ne furent presque jamais un « type idéal » de direction (mais pas non plus des dirigeants à part entière !). Conformément à la domination masculine dans les postes sociaux de responsabilité, déjà très apparente dans les sociétés européennes de l'époque, on ne trouve aucune femme juive à des postes de responsabilité et très peu à des postes d'importance secondaire comme la direction administrative de sections (comme ce fut le cas, par exemple, de Gertrud van-Tijn-Cohn, directrice de la section Émigration dans le Conseil juif d'Amsterdam).

La police juive, parfois appelée « service d'ordre » *(Ordnungsdienst)* constitue un aspect particulier des Conseils juifs. Trunk y consacre un chapitre dans son livre[41], mais l'étude la plus complète sur ce phénomène demeure la thèse de doctorat d'Aharon Weiss[42]. Depuis ces études, les forces de police juives ont été mentionnées partiellement dans les recherches sur les Conseils, ou de façon générale[43]. Récemment ont été publiés des extraits d'un document extrêmement intéressant, l'histoire de la police juive du ghetto de Kovno, écrite

38. Voir également le questionnaire de Trunk, in *Judenrat*, *op. cit.*, appendice I.

39. Voir Aharon Weiss, « Judenrat » in *Encyclopedia of the Holocaust,* New York, Macmillan, 1990.

40. *Cf.* la photocopie d'un schéma original du *Judenrat* de Vilnius in M. Dworzecky, *Yeroushalayim de-Lita*, Tel Aviv, 1948.

41. *Judenrat*, *op. cit.*, chapitre 18.

42. Aharon Weiss, *Hamishtara hayehoudit baGeneral-Gouvernement ouvi-Shlezia Ha'ilit bitkoufat ha-Shoa* (« La police juive dans le Gouvernement général et en Haute Silésie pendant la Shoah »), Université hébraïque, Jérusalem, 1973 (en hébreu).

43. Yahil, *La Shoah*, *op. cit.*, *passim*.

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

pendant la Shoah par ses membres, éclairant la façon dont les policiers juifs se percevaient eux-mêmes[44]. Une fois de plus, la nature complexe de ce phénomène refait surface. Les forces de police juives ne fonctionnaient pas toujours sous les auspices du Conseil juif : elles étaient parfois indépendantes et directement sous les ordres des autorités allemandes, voire polonaises. Même lorsqu'elle était officiellement subordonnée au Conseil juif, la force de police faisait preuve d'une certaine indépendance et rivalisait parfois avec l'autorité du président du conseil ; à Vilnius, Yaacov Gens, commandant de la police, finit par devenir le véritable chef (ou « représentant ») du ghetto[45].

Troisièmement, en dépit du fait que toutes les études montrent la complexité du phénomène, les verdicts finaux ont presque toujours tendance à porter sur le fonctionnement des directions de leur point de vue et dans la dernière phase, celle de la « Solution finale ». La polémique traite toujours du comportement et des décisions des présidents : étaient-ils au courant (et dans quelle mesure) des massacres en masse ? Diffusèrent-ils ce qu'ils savaient à un large public ? Comment résistèrent-ils aux autorités allemandes ? S'accordèrent-ils des avantages personnels, assurant leur survie ou celle de leur famille et entourage ? Furent-ils animés de considérations morales et de remords ? Envisagèrent-ils une résistance et quelles furent leurs relations avec des groupes de résistance ?, etc. À cet égard, les historiens ont découvert et publié plusieurs documents originaux poignants, datant des années 1941-1943, exposant les dilemmes, les controverses de l'époque, publiques ou secrètes, et les décisions douloureuses[46]. Les présidents et membres des directions qui ont survécu à la Shoah (en Slovaquie, en Roumanie, en Hongrie, aux Pays-Bas, en Allemagne) ont aussi exposé les motifs qui dictèrent leur propre comportement.

Autres types de dirigeants juifs sous le régime nazi

Différentes formes de directions coexistent dans toute société : direction

44. Dov Levin, « How the Jewish Police in the Kovno Ghetto Saw Itself », *Yad Vashem Studies* XXIX 2001, pp. 183-240 + photographies.

45. Arad, *Ghetto in Flames*, *op. cit.*

46. Voir Arad, Gutman et Margaliot, *Documents*, numéros 103, 109, 119, 129, 199 ; Trunk, *Judenrat*, *op. cit.*, chapitre 16 ; de Jong, *Het Koninkrijk*, *op. cit.*, 5 [1974], pp. 573-578 ; *idem*, 6 [1975], pp. 229-230 ; Jozeph Michman, « The Controversial Stand of the *Joodsche Raad* in the Netherlands. Lodewijk E. Visser's Struggle », *Yad Vashem Studies* X [1974], pp. 9-68 ; Czerniakow, *Journal*, à la date du 20 juillet 1942.

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

d'ordre politique, religieux, social, spirituel, etc. De même, aux côtés des directions juives – qui, comme nous l'avons souligné, assumaient également des fonctions de dirigeants –, quelques autres formes de leadership héritées de l'époque antérieure à l'Occupation continuèrent à exister dans les sociétés juives. Les plus importantes sont le leadership d'associations communautaires ou caritatives, le leadership religieux et les mouvements de jeunesse.

Leadership d'associations communautaires ou caritatives

Dans la plupart des cas, les directions remplacèrent l'ancienne structure communautaire en place avant l'arrivée des nazis/Allemands et intégrèrent son infrastructure ou en héritèrent. Ce ne fut cependant pas le cas partout. En Allemagne dans les années 1930 et dans les pays d'Europe occidentale dans les années 1940, les communautés officielles et les organisations qui les coiffaient à l'échelle nationale, ainsi que les organisations caritatives continuèrent, dans un premier temps, à fonctionner, avant l'instauration des directions. En Allemagne, peu après la montée au pouvoir des nazis, un Bureau central chargé de l'aide et de la reconstruction *(Zentralausschuss für Hilfe und Aufbau)* fut créé en avril 1933, utilisant l'infrastructure de plusieurs organisations d'entraide. Plus tard, au cours de cette même année, il fut incorporé dans la Représentation du Reich des Juifs allemands (*Reichsvertretung der deutschen Juden*, septembre 1933), organisation bénévole regroupant les grandes organisations juives allemandes à l'échelle nationale et les communautés[47]. Les communautés continuèrent à exister tout en conservant leur autonomie et continuèrent même à recevoir des subventions du gouvernement jusqu'à ce qu'en avril 1938, une loi mette fin à cette situation inacceptable (aux yeux des autorités nazies). Cet état de choses conduisit les gens qui travaillaient déjà ensemble dans le *Reichsvertretung* à envisager la création d'une organisation générale des Juifs allemands (appelée dans un premier temps *Verband der Juden in Deutschland*). L'idée même rejoignait involontairement les intentions des autorités du SD d'imposer une organisation globale – une « direction » – des Juifs du pays, intégrant les communautés et les transformant en sections de l'organisation centrale[48].

47. Il existe une abondante bibliographie sur cette organisation et ses activités. Certains ouvrages ont été cités ci-dessus, note 35. Pour une bibliographie exhaustive à jour sur cette question, voir notamment Kulka, *Deutsches Judentum*, *op. cit*.

48. Voir ci-dessus la création, en 1939, du *Reichsvereinigung der Juden in Deutschland* ; il existe une abondante littérature dispersée sur ce sujet ; voir, entre autres : *Pinkas Hakehillot: Germania-Bavaria,* 1973*, Württemberg/Hohenzollern/Baden* 1987, *Hessen/Hessen-Nassau/Frankfurt,* 1992 (en hébreu) ; Benz, *Juden in Deutschland* ; Margaliot and Cochavi, *Toledot Hashoah: Germania* (en hébreu) ; on trouve des articles et des bibliographies dans les nombreux volumes du *Leo Baeck Institute Year Book*.

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

À Amsterdam, le Conseil juif fut créé en février 1941, mais son autorité ne fut étendue au pays tout entier qu'à l'automne ; en Belgique et en France, les « unions » ne furent imposées que fin novembre 1941 et ne commencèrent véritablement à fonctionner qu'au cours des premiers mois de 1942. Les communautés et les organisations qui les coiffaient – les *Nederlandsch-Israëlitisch Kerkgenootschap* (« Association de la synagogue ashkénaze ») et la *Portugeesch-Israëlitisch Kerkgenootschap* (« Association de la synagogue séfarade ou "portugaise" ») aux Pays-Bas, et le Consistoire central en Belgique et en France – poursuivirent leurs activités après l'Occupation non seulement jusqu'à la création de directions, mais également après. Elles ne furent pas abolies et conservèrent leur administration, notamment leurs conseils et leurs rabbins. Ces organisations assumèrent ainsi leurs fonctions dirigeantes traditionnelles, mais elles perdirent leur importance après la création de directions soutenues par les autorités d'Occupation, dont elles devinrent bientôt dépendantes (les directions se chargèrent également de certaines fonctions officielles prises en charge par les organisations traditionnelles). Les travaux sur ces organisations et leurs dirigeants sont rares, et la documentation à leur propos se trouve en général dans les études sur les directions[49].

Un aspect présente un intérêt particulier : celui de l'assistance apportée par les organisations caritatives et le leadership social pour assurer le maintien de la vie juive dans des circonstances en constante détérioration, en particulier la faim (avant la « Solution finale ») en Pologne au cours de la première étape de l'occupation allemande. La section de l'American Jewish Joint Distribution Committee (le « Joint »), qui revêtait déjà une certaine importance dans les années 1930, devint déterminante après septembre 1939. Le Joint soutint plusieurs organisations caritatives juives (CENTOS, TOZ, ORT, ZTOS) qui prenaient en charge des orphelins, la reconversion professionnelle, des écoles, des soupes populaires, etc. Indépendantes pendant un temps des Conseils juifs, ces organisations entrèrent, en quelque sorte, en concurrence avec eux. Dans le Gouvernement général, entre fin 1939 et juillet 1942, existait aussi une organisation juive d'entraide (*Yiddishe Sotsiale Aleinhilf*, YISO en acronyme yiddish, JSS en allemand), officiellement reconnue par les Allemands pour tous les Juifs de la région. Dirigée par Michael Weichert, cette organisation fonctionnait directement sous la tutelle de l'administration allemande du Gouvernement général à Cracovie. Michael Weichert dont les activités furent

49. Voir notamment, Richard I. Cohen, « Dat oumoledet – ledarka shel ha-konsistoriya hamerkazit betzarfat bitkoufat hamilkhama » (« Religion et patrie : le consistoire central en France pendant la Seconde Guerre mondiale »), in S. Almog e.a., *Bein Yisrael La-Umot* (« Israël et les nations. Essais en l'honneur de Shmuel Ettinger »), Jérusalem, Merkaz Shazar, 1987, pp. 307-334 (en hébreu).

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

controversées pendant et après la Shoah, se trouvait lui aussi en concurrence avec les Conseils juifs[50].

Leadership religieux

Le leadership religieux juif est traditionnellement identifié aux rabbins, bien qu'à l'époque moderne, des penseurs juifs non rabbiniques – philosophes et éducateurs comme Martin Buber – eurent leurs adeptes, ce qui fit d'eux des dirigeants spirituels. Pendant la Shoah, cependant, ces derniers ne jouèrent aucun rôle significatif. Par ailleurs, il faut garder à l'esprit que le terme ne s'applique pas seulement à une personne « en charge » d'une communauté. « Rabbi » est en fait un titre donné depuis l'Antiquité à un sage reconnu pour sa connaissance de la *halakha* (loi orale). Après avoir disparu pendant plusieurs siècles au cours de la première moitié du Moyen Âge, la procédure d'investiture des rabbins fut renouvelée au XIV^e^ siècle. Leur nomination était fonction de leurs connaissances de certains textes faisant autorité. Certains rabbins servent la communauté, d'autres dirigent des *yechivot* (académies talmudiques) ; tous les rabbins nommés ne remplissent cependant pas des fonctions dans la communauté ou dans un milieu social défini. Le terme général de « rabbins » désigne donc une grande variété de fonctions. Cela s'est encore compliqué à l'époque moderne à la suite de l'émergence de différents mouvements, tendances et groupes religieux (dont certains ne se sentent pas liés par la *halakha* orthodoxe). Ainsi, à la veille de la Shoah, on trouvait des rabbins communautaires officiellement nommés (orthodoxes ou non) ; des rabbins sans fonction officielle, mais acceptés en tant que dirigeants spirituels et halakhiques du fait de leurs connaissances et de leur personnalité ; des directeurs de *yeshivot* ; et des *Admorim*[51] (rabbins hassidiques, c'est-à-dire dirigeant des tribunaux hassidiques). Mais, par suite de la laïcisation, de nombreux Juifs n'acceptaient pas l'autorité des rabbins, et par suite de la diversité des voies religieuses, de nombreuses fractions religieuses n'acceptaient pas l'autorité des rabbins d'autres obédiences.

Par ailleurs, pour les antisémites en général, et donc pour les nazis, les « rabbins » étaient perçus comme l'une des principales formes de leadership juif. Dans les années 1930 en Allemagne, alors que la politique officielle envers les Juifs consistait à les isoler et à les séparer de la société allemande, puis à les inciter à émigrer, les autorités traitèrent généralement les rabbins avec respect. Avec l'expansion de l'Allemagne, lorsque la politique antijuive s'intensifia et

50. Pour une vue d'ensemble de toutes ces questions, voir Yehuda Bauer, *American Jewry and the Holocaust. The American Jewish Joint Distribution Committee 1939-1945*, New York, 1981, pp. 67-92.

51. *Admor* (au singulier) : titre honorifique, acronyme hébraïque de Adoreinou Moreinou Ve Rabeinou.

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

que de nouveaux bureaucrates de divers niveaux furent recrutés pour administrer les territoires occupés, la situation se détériora, notamment en Europe orientale. À partir de la conquête de la Pologne, les rabbins furent souvent molestés, notamment par des SS qui nourrissaient les conceptions antijuives les plus virulentes. Néanmoins, dans le *Schnellbrief* du 21 septembre 1939 concernant la création de Conseils juifs, dont nous avons déjà fait mention, Heydrich souligna que ces Conseils devaient être « composés de personnes exerçant une autorité et de rabbins ». En fait, l'ordre ne fut appliqué que dans un nombre restreint de Conseils en Pologne et ailleurs, résultat non pas des intentions allemandes, mais du statut amoindri des rabbins dans la société juive.

Du point de vue juif, le rôle des rabbins dans l'aide sociale et en tant que mentors spirituels gagna en importance, et, dans bien des cas, des directions incorporèrent les activités rabbiniques dans leur structure et consultèrent des rabbins sur des questions importantes. Plusieurs sermons et homélies, mis par écrit et sauvegardés, furent publiés après la Shoah. Parfois aussi, les rabbins jouèrent un rôle tragique dans le sort des communautés. Ils étaient sollicités pour fournir des réponses halakhiques à une grande variété de problèmes quotidiens inédits, résultant de conditions sans précédent – qu'il s'agisse de questions de *kashrout* (lois alimentaires juives), de questions conjugales ou du droit de préparer des listes de déportation. Le comportement de certains rabbins à l'égard de la persécution et de la mort, notamment en matière de sauvetage, a suscité plus d'une controverse. Ce fut le cas de l'évasion et du sauvetage de quelques dirigeants hassidiques (appartenant aux cours de Gur, Belz et Satmar) ; de la conduite de présidents d'instances dirigeantes (les rabbins Leo Baeck en Allemagne et à Theresienstadt, Koretz à Salonique et Ullman en Belgique) ; et de la conversion au catholicisme du grand rabbin de Rome Zolli, après qu'il se fut caché. (Soulignons que, durant ces dernières années, la recherche et la publication de documents sur les questions de vie religieuse, à la traîne depuis plusieurs décennies, ont commencé à se développer[52]).

52. Par exemple, Shimon Huberband, *Kiddush Hashem,* Hoboken (New Jersey), Ktav, 1987 ; E. Farbstein, *Beseter Raam* (« Caché dans le tonnerre. Perspectives sur la foi, la théologie et le leadership pendant la Shoah »), Jérusalem, Mossad Harav Kook, 2002 ; Thomas Rahe, *Höre Israel. Jüdische Religiösität in nationalsozia-listischen Konzentrationslagern*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1999 ; Pesach Schindler, *Hasidic Responses to the Holocaust in the Light of Hasidic Thought*, Hoboken (New Jersey), Ktav, 1990 ; Eliezer Schweid, *Wrestling Until Daybreak,* Lanham (Md) et Jérusalem, University Press of America et Jerusalem Center for Public Affairs 1994 ; Dan Michman, « Problems of Religious Life in The Netherlands during the Holocaust », in Jozeph Michman et Tirtsa Levie, *Dutch Jewish History*, vol. 1, Jérusalem, Institut de recherche sur les Juifs néerlandais, 1984, pp. 379-399 ; Dan Michman, « Jewish Religious Life », in Walter Laqueur, *Holocaust Encyclopedia*, New Haven Yale UP, 2001, pp. 351-354 ; Dan Michman, *Holocaust Historiography: A Jewish Perspective*, *op. cit.*, pp. 251-299.

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

Les mouvements de jeunesse

Les mouvements de jeunesse politiques, sionistes ou non sionistes, constituèrent une forme de leadership entièrement nouvelle dans la société juive. Les mouvements de jeunesse juive apparurent dès le début du XX^e^ siècle, sur l'exemple des mouvements de jeunesse allemands et, en partie, suite au caractère antisémite des mouvements de jeunesse non juifs (habituellement nationalistes et romantiques). Dans l'entre-deux-guerres, le phénomène des mouvements de jeunesse juifs se répandit dans toutes les communautés juives d'Europe et d'Afrique du Nord, présentant une large gamme d'opinions politiques, dans laquelle prédominait l'élément socialiste. Le phénomène du mouvement de jeunesse représentait une attitude radicale de la part de la jeunesse à l'égard de la société existante (notamment leurs propres parents), ce qui aboutissait parfois à une rupture ; dans la crise économique et sociale, générale et juive, de l'entre-deux-guerres, ce phénomène s'intensifia. En outre, du fait de leurs intenses activités sociales et de la passion qu'ils investissaient dans leurs conceptions politiques du monde, les mouvements de jeunesse étaient perçus par leurs membres comme une deuxième « famille ». D'une façon générale, les dirigeants de ces mouvements exercèrent ainsi une immense influence sur leurs membres.

Pendant la Shoah, la radicalisation des mouvements de jeunesse et de leurs dirigeants attira de nombreux adolescents en quête d'une autre société. En particulier, des activités clandestines furent organisées dans les ghettos polonais entre 1939 et 1942, conduisant finalement à des activités de résistance armée comme le soulèvement du ghetto de Varsovie (avril 1943). Ce mode de comportement dans l'ultime période de l'existence juive constitua dans bien des endroits un défi lancé aux conceptions des directions, provoquant parfois un conflit, comme ce fut le cas à Vilnius. Dans d'autres pays également – en France, en Belgique, aux Pays-Bas, en Slovaquie, en Hongrie –, les mouvements de jeunesse organisèrent des cachettes et des évasions, ce qui constituait une autre forme de résistance. Des rivalités, voire de l'inimitié, régnaient souvent entre les différents mouvements – les non sionistes refusant de coopérer avec les sionistes, les sionistes socialistes refusant de coopérer avec les sionistes révisionnistes, etc. Pourtant, même sans offrir une réelle alternative aux directions officielles, comme cela fut parfois affirmé dans la littérature hagiographique des années 1950 et 1960 consacrée aux mouvements de jeunesse, tous ces mouvements proposèrent un mode de comportement indépendant. Quoi qu'il en soit, un nombre relativement élevé de membres des mouvements de jeunesse survécurent à la Shoah[53].

53. Les textes sur ce sujet sont abondants, mais souvent écrits par des rescapés des mouvements et dépourvus d'esprit critique ; pour quelques ouvrages importants, voir Rivka Perlis, *Tnu'ot hano'ar*

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)

Leadership juif dans le monde libre

Le leadership des communautés juives et des organisations juives internationales du monde libre constitue un autre aspect du tableau des directions face à l'agression lancée contre l'existence juive. Cette question ne sera pas traitée ici. Soulignons seulement qu'elle est présente dans toute l'historiographie sur ce sujet et porte principalement sur les activités d'aide et de sauvetage menées par le leadership, mais aussi sur les pressions exercées sur les gouvernements et les dirigeants du monde en faveur de leurs frères persécutés. Dans leur grande majorité, ces écrits sont critiques. Cependant, à nouveau, le contexte de la dispersion et de la division entre les groupes juifs doit être pris en considération comme un facteur capital. De même, le degré de connaissance et la capacité d'appréhender l'énormité de la politique antijuive nazie constituent des aspects importants qui ne sont pas toujours correctement traités dans les travaux de recherche et de pseudo-recherche. Dans de nombreux pays, et notamment en Israël, des débats sur l'attitude des leaderships juifs resurgissent périodiquement jusqu'à aujourd'hui. Cependant, en dépit de la critique qu'on peut formuler à l'égard des modalités de l'aide et des activités de sauvetage entreprises par les leaderships juifs du monde libre, une comparaison avec l'aide accordée par d'autres instances beaucoup plus puissantes (comme les gouvernements, l'Église catholique, etc.) montrerait qu'elles furent en général bien plus considérables, tant sur le plan de la sensibilité que sur le plan des efforts investis.

Épilogue

La question du leadership juif pendant la Shoah et son attitude a été l'une des plus délicates et des plus controversés durant près de soixante ans d'historiographie – et dans les écrits en général – sur la Shoah. En fait, les recherches universitaires et les jugements d'ordre émotionnel ont été – et sont toujours – entremêlés. Cet état de choses est imputable d'une part à l'énormité des pertes subies par les Juifs et à l'impact de cet événement sur l'image de soi qu'ils en ont retirée ; d'autre part, aux malentendus encore profondément ancrés concernant les réalités de la vie juive à la veille de la Shoah et des modes de fonc-

(suite de la note 53) hahalutziot be-Polin hakevusha (« Les mouvements de jeunesse pionniers (sionistes) dans la Pologne occupée »), Tel Aviv, Beit Lohamei Haghettaot et Hakibboutz Hameouhad, 1987 (en hébreu) ; Asher Cohen et Yehoyakim Cochavi, *Zionist Youth Movements during the Shoah*, New York, Peter Lang, 1994 ; Levi Arie Sarid, *Bemivhan ha-enout vehapedout* (« Ruine et délivrance »), Tel Aviv, Moreshet, 1997 (en hébreu) ; Daniel Blatman, *For Our Freedom and Yours. The Bund in Poland, 1939-1949*, Londres, Vallentine Mitchel, 2003.

tionnement du III^e Reich. Il faut espérer arriver à un réexamen plus équilibré du fonctionnement de nombreux leaderships juifs face à l'évolution de la politique de l'Allemagne nazie et de ses alliés, tout en sachant que ce réexamen ne pourra s'effectuer que graduellement.

Mémorial de la Shoah | Téléchargé le 10/06/2026 sur https://shs.cairn.info (IP: 216.73.216.179)